

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.45495

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

SANDRINE KOTT

L'EXERCICE DU POUVOIR EN RDA UNE HISTOIRE SOCIALE DE LA DOMINATION POLITIQUE*

En 1949, le parti socialiste unifié (SED), fondé en 1946, prend le pouvoir dans la nouvelle Allemagne socialiste. Bien qu'il ne puisse se prévaloir d'une réelle popularité¹, il le conserve jusqu'en 1989 avec une remarquable stabilité. Cette pérennité, davantage que la chute finale, doit être expliquée. Le «soutien» soviétique et l'équilibre géostratégique ont joué un rôle incontestable mais ils ont également contribué à faire émerger et à protéger un équilibre politique intérieur qui pouvait seul garantir cette longévité. C'est ce qu'il importe d'analyser.

L'historiographie traditionnelle, longtemps déchirée en deux courants apparemment inconciliables, offre des réponses divergentes. Un premier courant apologétique voit dans la portée émancipatrice du projet et dans les bienfaits réels du socialisme l'explication de ce succès tandis qu'un second courant, plus puissant depuis la chute du mur², explique cette durée par l'ampleur de la répression politique. S'appuyant sur les thèses de Carl Friedrich, les tenants de ce courant décrivent le régime communiste comme une dictature totalitaire caractérisée par la domination absolue exercée par le parti unique sur l'appareil d'État, les moyens de communication, les forces armées et l'économie. Cette domination serait assurée par le recours à une police politique pléthorique qui exercerait des activités de contrôle et de répression. Cette «confiscation» du pouvoir par un groupe réduit autant que son exercice brutal serait fondée sur la croyance en une idéologie totalisante (ou totalitaire) et messianique³.

* Cet article est la version élaborée d'une conférence donnée à l'Institut historique allemand de Paris le 11 avril 2002 sous le titre «Pour une histoire sociale du pouvoir en RDA».

1 Lors des élections locales de septembre et octobre 1946, le SED parvient certes à égaler ses adversaires libéraux et chrétiens sociaux mais ceux-ci ont été empêchés de se présenter dans de nombreuses circonscriptions et ont été très désavantagés par la propagande soviétique.

2 Jean-Paul Depretto conteste le caractère hégémonique de cette représentation. Voir sur ce point l'introduction de son livre: Jean-Paul DEPRETTO, Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936), Paris 2001, p. 7-42.

3 La littérature sur le totalitarisme est immense, mais la plupart des historiens qui travaillent sur le «totalitarisme communiste» s'inspirent des définitions mises en place par les politologues Carl Joachim FRIEDRICH et Zbigniew K. BREZINSKI, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Mass. 1956, révisé en 1965 par Carl Joachim FRIEDRICH. Pour la France, l'œuvre de Raymond ARON et en particulier son cours de la Sorbonne publié sous le titre: *Démocratie et totalitarisme*, Paris 1965 (réédité en Folio essai en 1987) demeure centrale. Pour une histoire de l'approche totalitaire voir ENZO TRAVERSO (textes choisis et présentés par), *Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Paris 2001, et en particulier l'introduction, p. 9-110.



Cornélius Castoriadis ou Claude Lefort, principaux représentants d'un «totalitarisme de gauche»⁴, récuse ces deux approches et cherchent dans le fonctionnement du système lui-même l'explication de sa pérennité. Ils minorent l'importance de l'idéologie comme élément explicatif et récuse la notion d'«idéocratie»⁵. S'ils ne mettent pas en doute le caractère autocratique et répressif du régime, ils n'en font pas un élément explicatif. Pour eux, c'est bien d'abord la redéfinition de la place du politique et les formes particulières de la domination du parti qui caractérisent le phénomène totalitaire dans les pays communistes; le pouvoir absolu du parti unique ne trouve pas sa source dans le dogme mais dans sa prétention à représenter l'ensemble de la société; elle n'est pas d'abord fondée sur le recours à la force mais sur l'usage qu'il fait du corps social lui-même. Pour Claude Lefort la société est perçue dans son ensemble comme «une matière amorphe à organiser ... quelque chose qui s'offre à l'intervention incessante de l'ingénieur, du bâtisseur communiste»⁶ si bien que la domination politique «tend à une pétrification du social en profondeur ou à une sorte de bouclage du social sur lui-même»⁷.

Au début des années 1990 ces thèses ont implicitement servi de point de départ au questionnement sur la possibilité d'une histoire sociale de la RDA. S'inspirant des écrits de Claude Lefort, la politiste allemande Siegrid Meuschel défend en effet l'idée selon laquelle la société est-allemande aurait été «déformée» par l'État et le parti qui l'auraient «réduite à néant»⁸. Mais en niant l'existence d'une société socialiste, elle ferme la voie à une approche «sociale» de la RDA.

Ce point de vue est critiqué par les historiens de la société⁹ qui mettent en évidence l'existence de «limites» *sociales* (*Grenzen*) à la dictature absolue du parti¹⁰. Plus fondamentalement il s'agit de s'interroger sur les spécificités d'une «société» socialiste, dominée de part en part (*durchherrschte Gesellschaft*)¹¹ et de définir les modalités particulières de l'interrelation entre le social et le politique¹². Les individus, commu-

4 Ils ont été entre 1949 et 1969 les animateurs du groupe et de la revue *Socialisme et Barbarie*, qui se définit elle-même comme l'«instrument d'un projet politique révolutionnaire».

5 Claude LEFORT, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris 1999, p. 9.

6 Claude LEFORT, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris 1981, p. 102.

7 LEFORT (voir n. 5) p. 186.

8 Sigrid MEUSCHEL, *Legitimation und Parteiherrschaft in der DDR. Zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945–1989*, Francfort-sur-le-Main 1992 parmi les articles plus synthétiques dans lesquels elle rend compte de son point de vue de manière plus concise citons en particulier: *Überlegungen zu einer Herrschafts- und Gesellschaftsgeschichte der DDR*, in: *Geschichte und Gesellschaft* 19 (1993) p. 5–14.

9 Voir la présentation de Ralph JESSEN, *Die Gesellschaft im Staatssozialismus. Problem einer Sozialgeschichte der DDR*, in: *Geschichte und Gesellschaft* 21 (1995) p. 97–110.

10 Voir la présentation de ce point de vue dans Richard BESSEL, Ralph JESSEN (Hg.), *Die Grenzen der Diktatur. Staat und Gesellschaft in der DDR*, Göttingen 1996, p. 199–223 et en particulier l'introduction des auteurs, p. 7–24. Voir aussi l'ouvrage pionnier de Mary FULBROCK, *Anatomy of a Dictatorship. Inside the GDR*, Oxford 1995.

11 Jürgen Kocka utilise cette expression dans Jürgen KOCKA, *Eine durchherrschte Gesellschaft*, in: Hartmut KAEUBLE, Jürgen KOCKA, Hartmut ZWAHR (Hg.), *Sozialgeschichte der DDR*, Stuttgart 1994, p. 547–554. Une définition de cette expression dans l'article de Alf LÜDTKE, *Sur l'historiographie de la RDA*, in: *Annales HSS* 53,1 (1998) p. 3–39.

12 Voir Thomas Lindenberger, *Die Diktatur der Grenzen. Zur Einleitung*, in: Thomas LINDENBERGER (Hg.), *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur. Studien zur Gesellschaftsgeschichte der DDR*,

nautés et groupes sociaux ont certes pu opposer une résistance ou constituer un obstacle à une domination politique totale, mais ces comportements ont été eux-mêmes, partiellement au moins, construits, »colonisés« et instrumentalisés par le pouvoir politique¹³. L'analyse conjointe des acteurs du pouvoir et des pratiques de domination comme, réciproquement, des »dominés« et des formes d'(in)soumission qui leur sont liés est donc essentielle. Elle doit déboucher sur une étude des relations entre les acteurs, qui, après Michel Foucault, sera considérée ici comme la matrice même du pouvoir¹⁴. Ces relations sont en effet le moment d'un échange, même déséquilibré, entre ceux qui exercent le pouvoir, détiennent les moyens de répression et de propagande et ceux qui le subissent mais ne sont pas dénués de ressources¹⁵. Car la domination exige et repose sur l'adhésion – ce qui ne veut pas dire l'acceptation – des »sujets« qu'elle entend soumettre.

Étudier cette »micro-physique du pouvoir« c'est ainsi tenter de comprendre comment le pouvoir traverse les »sujets« mais également comment il »prend appui sur eux, tout comme eux-mêmes, dans leur lutte contre lui prennent appui à leur tour sur les prises qu'il exerce sur eux«¹⁶. Cette lutte est le moment durant lequel peuvent se marquer, s'exprimer, voire s'affirmer des formes de résistance, d'insoumission, de dérobade ou de réappropriations, ce qu'après Alf Lüdtke, les historiens allemands ont appelé l'*Eigen-Sinn*¹⁷. Celui-ci ne se réduit pas à des attitudes ponctuelles de refus, de résistance, voire même à une sorte de »persévérance«, elle pose plus largement la question de la possible autonomie des individus ou des groupes dans une société organisée et traversée par le pouvoir.

Une telle étude exige d'isoler des situations, et des milieux de vie (*Lebenswelt*) dans lesquels les différents acteurs sociaux ainsi que les relations qu'ils entretiennent peuvent être distingués et observés. Ma contribution s'appuie donc sur les résultats d'une enquête fondée sur le dépouillement des archives de huit grandes entreprises

Weimar, Wien 1999, p. 14–43. Voir aussi du même auteur, In den Grenzen der Diktatur. Die DDR als Gegenstand von Gesellschaftsgeschichte, in: Rainer EPELMANN, Bernd FAULENBACH, Ulrich MÄHLERT (Hg.), Bilanz und Perspektiven der DDR-Forschung. Hermann Weber zum 75. Geburtstag, Paderborn 2003, p. 239–245.

13 Voir à titre de comparaison pour l'Union soviétique Jean-Paul DEPRETTO, Pour une histoire sociale de la dictature soviétique, in: ID. (dir.), Pouvoir et société en Union soviétique, Paris 2002, p. 3–18 et en particulier p. 12 et 13. »Loin de laisser la politique dehors, cette dernière (l'histoire sociale) doit au contraire accorder une place centrale aux relations de pouvoir.«

14 Voir en particulier Michel FOUCAULT, Le sujet et le pouvoir, in: Dits et écrits, Paris 1994, volume IV, p. 222–243.

15 Ibid. p. 239. Voir une approche similaire en sociologie des organisations dans Erhard FRIEDBERG, Le pouvoir et la règle. Dynamique de l'action organisée, Paris 1997, p. 123–134. »Dans tous les champs d'action, le pouvoir peut se définir comme l'échange déséquilibré de possibilités d'action, c'est-à-dire de comportements entre un ensemble d'acteurs individuels et/ou collectifs.« Et plus loin »l'intransitivité du pouvoir est lié à sa nature relationnelle«.

16 Michel FOUCAULT, Surveiller et punir, Paris 1975, p. 35.

17 Le terme utilisé par l'historien du quotidien Alf Lüdtke est difficilement traduisible en français. Dans son premier article traduit on avait utilisé l'expression de »domaine réservé« Alf LÜDTKE, Le domaine réservé: affirmation de l'autonomie ouvrière et politique chez les ouvriers d'usine en Allemagne à la fin du XIX^e siècle, in: Le mouvement social 126 (1984) p. 29–52 mais on trouve aussi »sens de soi« et »quant-à-soi«.

industrielles d'État est-allemandes (VEB)¹⁸. Celles-ci se présentent comme des observatoires pertinents parce qu'elles ont été constituées par le parti en fondement économique, social et politique du régime et fonctionnent en retour comme un milieu de vie essentiel pour ses citoyens¹⁹.

À partir de ce matériau j'étudierai les »dominants« dans leur diversité en prenant en compte leurs trajectoires, les formes de légitimités dont ils disposent et les ressources qu'ils peuvent mobiliser. J'analyserai ensuite les techniques de domination qui sont mises en œuvre et les formes d'assujettissement qu'elles induisent. Enfin, je tenterai de comprendre les comportements des sujets dans le processus de domination, les formes d'(in)soumission ou, surtout, d'intériorisation de la contrainte.

1. Acteurs et lieux du pouvoir

1.1. La polycratie communiste

Selon les tenants de la thèse totalitaire classique, la centralisation extrême du pouvoir et sa confiscation par le parti serait une caractéristique des dictatures communistes.

Le récit simplifié des étapes de la mise en place du régime communiste en RDA confirme d'ailleurs cette approche. Rappelons seulement quelques éléments. En avril 1946, le parti communiste contraint le SPD à se fondre avec lui dans le Parti socialiste unifié allemand (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED) qui, dans les faits, devient rapidement un parti unique. Wilhelm Pieck et Otto Grotewohl, tous deux premier secrétaire du SED sont respectivement président et chef du gouvernement du nouvel État fondé le 7 octobre 1949; le parlement dont les membres sont élus sur une liste unique ne joue pratiquement aucun rôle. Walter Ulbricht, secrétaire général du comité central du SED, progressivement stalinisé devient rapidement le véritable dirigeant du pays avant de succéder officiellement à Wilhelm Pieck à la mort de celui-ci en 1954. Erich Honecker lui succède en mai 1971. Le parti unique domine certes l'appareil d'État mais il jette également de profondes ramifications dans la société par le biais de la nationalisation de l'économie et des organisations de masse. Le recours à une police politique devenue pléthorique, la Stasi, constitue un puissant moyen de contrôle et de répression de la population²⁰.

18 Cette étude est menée à partir des archives des entreprises suivantes répertoriées dans l'inventaire des Archives de Berlin (Landesarchiv Berlin, LAB) sous les cotes indiquées entre parenthèses: Transformatorwerk (entreprises de transformateurs) Karl Liebknecht ou TRO (LAB, Rep 411), Glühlampenwerk Narva (entreprise d'ampoules) qui à partir de 1972 devient l'entreprise mère du combinat Narva (LAB, Rep 409), Elektroapparatwerk (entreprise d'appareils électriques) (LAB, Rep 401), Backwarenkombinat (combinat de produits de boulangerie) (LAB, Rep 751), Bergmann Borsig (LAB, Rep 432), Werk für Fernseh elektronik (entreprise d'électronique pour la télévision) (LAB, Rep 404) et Funkwerk Köpenick (Entreprise de radio de Köpenick) (LAB, Rep 405).

19 Cette enquête est au fondement de mon livre Sandrine KOTT, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande 1949–1989*, Paris 2001.

20 Sur la Stasi voir Jens GIESEKE, *Mielke-Konzern. Die Geschichte der Stasi. 1945–1990*, Stuttgart 2001.

Les grandes »structures« de pouvoir: parti, État, police, armée sont d'abord des réalités monolithiques incontestables dans la présentation que le SED veut donner du système politique qu'il a mis en place. Or, la fréquentation des archives nous conduit à questionner cet ordre apparent. À la lecture des sources on est certes d'abord frappé par l'uniformité du ton²¹; tous les documents, les plus centraux, comme les plus périphériques, y compris dans les entreprises, utilisent une langue homogène et codifiée qui témoigne du contrôle étroit exercé par le SED sur l'ensemble de la société, et conforte le caractère implacable de la dictature politique, tout comme l'efficacité du phénomène d'apprentissage, voire d'intériorisation des normes du haut en bas de l'appareil²². Toutefois, cette uniformité entre en contradiction avec le désordre qui règne dans les dossiers, dès qu'il ne s'agit plus des instances dirigeantes du parti; les documents émanant des différents échelons de commandement sont confondus, de nombreuses pièces font défaut, l'ensemble fait l'objet d'un classement aléatoire. Ce désordre est l'expression d'une désorganisation réelle qui surprend quand on travaille sur les statistiques produites à tous les échelons par l'État socialiste. Les catégories sont mal définies et fluctuent, entre les administrations, voire même entre les services au sein d'une même administration ce qui interdit la constitution de séries homogènes et les comparaisons. Celles-ci sont encore compliquées par l'usage généralisé de pourcentages dont la base de calcul n'est jamais explicitée clairement. Ce »désordre« statistique dans un pays d'économie planifiée où la collecte et le traitement des informations chiffrées devraient jouer un rôle essentiel, ne manque pas de soulever des questions quant à la maîtrise, à la fiabilité de l'information²³. C'est précisément ce décalage entre l'uniformité du ton qui témoignerait d'un contrôle implacable et une sorte de désordre dans la collecte et l'organisation des données qui conduit à s'interroger sur les modalités précises de l'exercice de la domination politique.

La thèse totalitaire classique affirme que la dictature politique repose sur la domination implacable d'un parti unique étroitement hiérarchisé, si bien qu'on a pu définir la RDA comme un État-SED. Toutefois, comme cela a déjà été étudié à propos du régime nazi²⁴ cet ordre est lui même le produit paradoxal de multiples conflits. Monika Kaiser²⁵ a ainsi montré que la chute de Walter Ulbricht vient clore une lutte

21 Voir à cet égard les analyses du volume de textes de Peter BECKER, Alf LÜDTKE (Hg.), *Akten, Eingaben, Schaufenster. Die DDR und ihre Texte. Erkundungen zu Herrschaft und Alltag*, Berlin 1997, voir aussi sur la dimension ritualisée de cette langue Ulla FIX (Hg.), *Ritualität und Kommunikation in der DDR*, Francfort-sur-le-Main 1998.

22 Voir sur ce point la remarque de Klemperer: »Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures des formes syntaxiques qui s'imposaient à des milliers d'exemplaires«, Victor KLEMPERER, *LTI. La langue du III^e Reich*, Paris 1996, p. 40.

23 Voir sur ce point la contribution de Burghard CIELSA, *Hinter den Zahlen. Zur Wirtschaftsstatistik und Wirtschaftsberichterstattung in der DDR*, in: BECKER, LÜDTKE (voir n. 21) p. 39–55.

24 Voir en particulier Martin BROZAT, *L'État hitlérien*, Paris 1985, voir aussi Philippe BURRIN, *Politique et société: les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie*, in: Marc FERRO (dir.), *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris 1999, p. 45–68. Dans sa contribution, Burrin souligne d'ailleurs de manière convaincante ce qui dans les structures de pouvoir différencie nazisme et fascisme du communisme.

25 Monika KAISER, *Machtwechsel von Ulbricht zu Honecker. Funktionsmechanismen der SED-Diktatur in Konfliktsituationen 1962 bis 1972*, Berlin 1997, p. 29–33 et 47–56.

d'influence entre deux fractions rivales appuyées sur deux institutions concurrentes du SED: le secrétariat du comité central et le Bureau politique. C'est en prenant le contrôle du bureau politique dont il avait rédigé les statuts que Walter Ulbricht a pu affirmer son pouvoir absolu sur le parti et le pays tout entier²⁶. Mais dès 1952, le bureau politique et le secrétariat du comité central entrent en concurrence. L'accession de Erich Honecker à la fonction de premier secrétaire du comité central en mai 1971 et le retrait de Walter Ulbricht pour «raisons d'âge» marquent une sorte de victoire, au moins provisoire, du secrétariat sur le bureau politique ainsi que de la fraction de la direction la plus inféodée à Moscou²⁷.

1.2. Concurrences à la périphérie

Les études locales confortent cette approche et permettent d'en faire une analyse plus fine. Pour la région de Leipzig, Jay Rowell a montré qu'il est impossible de rabattre complètement l'État sur le parti et qu'il existe, au moins jusqu'à la fin des années 1950, une différence entre les personnels administratifs et ceux du SED, voire même une concurrence entre l'appareil d'État et celui du parti. Si cette différence tend à s'amenuiser avec le temps, on ne peut pas pour autant parler d'une «colonisation» de l'appareil d'État par le parti. Les différences dans le personnel et le style ont d'ailleurs été instrumentalisées par les dirigeants locaux du SED qui peuvent, en critiquant la «froideur» de l'administration, se présenter comme les vrais détenteurs de la parole citoyenne²⁸.

On peut observer une compétition de nature similaire dans les entreprises entre les dirigeants de l'organisation locale du SED et le directeur de l'entreprise²⁹. Théoriquement les fonctions sont nettement distinguées; les fonctionnaires économiques nommés dirigent (*leiten*) tandis que les dirigeants du parti guident (*führen*). Les directeurs étatiques (*staatliche Leiter*), pourtant eux-mêmes membres du SED, entrent toutefois en conflit avec les représentants locaux du parti et la distinction des compétences au jour le jour résulte de rapports de force subtils. Le cas que je vais

26 En particulier en faisant renvoyer du bureau politique tous les anciens communistes influents comme Paul Merker, Franz Dahlem, Anton Ackermann, Rudolf Herrnstadt, Wilhelm Zaisser et en y plaçant ses «fidèles»: Erich Honecker (candidat à l'élection au Bureau politique à partir de 1950 et membre en 1958) et Hermann Mattern (depuis 1950).

27 Des rivalités ont également existé entre le parti et d'autres segments de l'appareil d'État, en particulier avec la police politique (*Stasi*). Sur ce point: Siegfried SUCKUT, Walter Süß (Hg.), Staatspartei und Staatssicherheit. Zum Verhältnis von SED und MfS, in: Wissenschaftliche Reihe »Analysen und Dokumente« des Bundesauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, Bd. 18, Berlin 1997.

28 Voir sur ce point Jay ROWELL, L'État totalitaire en action. Les politiques du logement en RDA (1945–1989), Thèse de sciences sociales sous la direction de Michel Offerlé, EHESS, 2000 et Le pouvoir périphérique et le «centralisme démocratique» en RDA, in: Revue d'histoire moderne et contemporaine 49, 2 (2002) p. 102–124.

29 La confusion entre la direction du parti et celle de l'entreprise est une caractéristique des régimes socialistes, elle renvoie au problème central qu'il ne m'appartient pas de discuter ici, de la place respective de l'économie et du politique dans les pays socialistes. Sur ce point voir Michel CHRISTIAN, Aux frontières de la dictature: l'implantation du SED dans les entreprises est-allemandes pendant les années 1960, in: Revue d'histoire moderne et contemporaine 49, 2 (2002) p. 145–175.

présenter illustre bien, me semble-t-il, les diverses configurations possibles. Il met en évidence l'importance des trajectoires personnelles des acteurs dans l'équilibre des forces qui s'instaure, les ressources dont chacun dispose, la manière dont ils peuvent en user. Il souligne enfin la nécessité de prendre en compte les différents niveaux, parfois concurrents, de la prise de décision pour comprendre les retournements de situations.

Dans l'entreprise de transformateurs de Berlin (*Transformatorwerk Karl Liebknecht*) un premier conflit oppose en 1961 Lüschow, directeur de l'entreprise depuis 16 ans qui a exercé des responsabilités politiques à la direction du cercle (*Kreis*) du SED, à Lutz, cadre parachuté qui vient de prendre la tête de l'organisation d'entreprise du parti³⁰. Les comptes-rendus des réunions de la direction d'entreprise du parti nous livrent deux portraits de Lüschow qui soulignent cette opposition. Selon les responsables politiques de l'entreprise, il serait arrogant, utiliserait ses fonctions pour s'enrichir personnellement (il se serait versé des primes de fin d'année importantes) et se serait idéologiquement »amolli« lors de ses voyages à l'étranger. Mais surtout il ne serait pas assez partisan (*parteiisch*), on lui reproche à cet égard de »boire des bières pendant les réunions du parti«³¹. Anecdotique en apparence, ce type de remarque, très répandu dans les comptes-rendus des procédures disciplinaires, témoigne du caractère subjectif et arbitraire des actes d'accusation. C'est d'ailleurs précisément la ligne d'argumentation inverse que vont développer les responsables économiques de l'entreprise. Ils insistent quant à eux sur l'engagement personnel de Lüschow au service de l'entreprise et soulignent les bonnes relations personnelles qu'il a su développer avec les salariés. Ils défendent par ailleurs l'existence des primes généreuses dans lesquelles ils voient un moyen efficace pour motiver les travailleurs. En bref ils soulignent la dimension »humaine« du personnage et ses compétences de terrain. Selon eux, les difficultés proviennent d'abord d'une incompatibilité d'humeur entre le secrétaire du parti, nouvellement nommé et Lüschow. Mais cette »incompatibilité d'humeur« est l'expression d'un conflit de légitimité évident. Tandis que Lüschow fonde la sienne sur sa popularité dans l'entreprise, Lutz se présente comme le représentant incontesté de l'appareil du SED. Lüschow essaye, mais en vain, d'en appeler à ses amis de la direction locale du parti. Il se heurte à Hans Modrow, membre du comité central du SED qui vient de prendre la direction de l'organisation du *Kreis* de Köpenick, importante circonscription industrielle. C'est celui-ci qui tranche le conflit lors d'une réunion solennelle de la section du parti de l'entreprise en reprenant l'argumentaire du secrétaire local du SED. Lüschow est alors immédiatement suspendu de ses fonctions. La logique de parti, ou plutôt celle de l'appareil du parti, l'emporte donc ici sur la logique économique comme sur les équilibres sociaux et partisans locaux. Cette victoire semble conforter une vision descendante de la relation de pouvoir. Mais elle n'était pas acquise d'emblée et surtout elle n'est pas définitive. Alors que l'entreprise connaît

30 Sur le cas Lüschow on possède les comptes-rendus de l'organisation d'entreprise du parti (*Betriebspartei-Organisation*, BPO) déposés au Bezirk LAB, Rep 904 023 16 et 20 et d'autres sources dans les archives d'entreprise LAB, Rep 411 1306, volume 2. Le croisement des deux sources permet d'avoir une vision assez précise du déroulement de ce conflit.

31 LAB, Rep 411 1306, volume 2, 31/10/1961 compte-rendu de la réunion du parti.

des difficultés économiques persistantes, on reproche à Werner Gerlatzek, secrétaire de la section du parti entre 1963 et 1966 d'avoir pris un ascendant trop fort sur Falk, le nouveau directeur. Il est convoqué en 1965 devant le secrétariat du *Bezirk*³² et par un retournement intéressant on lui reproche alors de s'être mêlé trop directement des questions concernant la direction économique de l'entreprise et d'avoir négligé son rôle proprement politique. Il n'est pas démis immédiatement, mais il disparaît l'année suivante. Cet épisode témoigne bien des difficultés de maintenir localement l'équilibre entre les directions politique et économique, chacun des acteurs disposant d'une légitimité et de ressources propres. Le dénouement de ce conflit local semble d'ailleurs contredire les évolutions au sommet; l'arrêt de la nouvelle politique économique au milieu des années 1960 ayant induit une reprise en main par le parti. En réalité ce qui semble alors se mettre en place et qui s'amplifie dans les années 1970–1980 c'est une contradiction de plus en plus ouverte entre une planification centrale plus rigide et des pratiques informelles locales de plus en plus marquées qui font une place toujours plus grande aux négociations à la base mais aussi entre le centre et la périphérie³³.

1.3. Le centre et la périphérie

Le fonctionnement idéal d'une «dictature bureaucratique» de type stalinien³⁴ repose sur une transmission sans faille des informations. Dans le système de planification centralisée, la politique des autorités centrales est en effet étroitement dépendante de la nature des renseignements fournis par les dirigeants locaux et de la bonne application sur place des directives transmises par le centre. Dans son fonctionnement quotidien le centre est donc étroitement dépendant de la périphérie. Les dirigeants ou les exécutants locaux ne se sont pas privés d'utiliser les informations et ressources locales qu'ils tirent de leur proximité aux réalités et à la population comme d'un inépuisable «gisement» de pouvoir; ils ont pu ainsi se protéger eux-mêmes ou faire avancer leur politique locale et ont conquis des marges de manœuvre appréciables. Jay Rowell décortique la position stratégique occupée par le secrétaire régional du parti (le prince du *Bezirk*) en RDA. Il montre que celui-ci construit sa légitimité sur un clientélisme local qui lui permet d'accumuler une popularité qu'il n'a pas acquise par les urnes. Mais la solidité et l'efficacité de ce réseau local exige en retour de pouvoir négocier efficacement avec le centre des surplus de ressources qui peuvent s'échanger contre des biens locaux³⁵.

Cette interdépendance a été particulièrement bien décrite dans le domaine de la planification économique. Pour fonctionner sans faille, celle-ci aurait exigé une transmission parfaite des informations. János Kornai a bien montré que les directeurs d'entreprise n'ont toutefois aucun intérêt à faire remonter une information

32 LAB, Rep 904 023 IV A 08, 08/12/1965.

33 André STEINER, *Die DDR-Wirtschaftsreform der sechziger Jahre. Konflikt zwischen Effizienz und Machtkalkül*, Berlin 1999.

34 C'est ainsi que Moshe Lewin et Ian Kershaw définissent la dictature stalinienne par opposition à celle de Hitler, Ian KERSHAW, Moshe LEWIN (Hg.), *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge 1997.

35 ROWELL (voir n. 28).

exacte, sachant que cela les contraindra par la suite à exiger de leur main-d'œuvre une rentabilité accrue³⁶. En accord avec la représentation syndicale, la direction de l'entreprise bricole donc volontairement les chiffres transmis à la Commission au plan qui fixe des objectifs de production suffisamment bas pour en assurer le dépassement et garantir le paiement de primes supplémentaires. Les exigences en personnel sont corrélativement exagérées de manière à ce que l'entreprise dispose d'un volant de main-d'œuvre suffisamment important dans les périodes d'accélération des rythmes, c'est à dire, quand les pièces attendues sont enfin disponibles, même si le reste du temps une partie de la main-d'œuvre est sous-employée. Ce *Planerfüllungspakt* (pacte de satisfaction du plan) qui se met en place dans les vingt dernières années du régime, repose sur une falsification des chiffres et suppose une entente tacite entre le chef d'entreprise et le personnel qui accepte de venir travailler durant les jours fériés en échange d'un sous-emploi chronique³⁷. Ce que les autorités centrales qualifient d'«égoïsme de l'entreprise» (*Betriebsegoismus*) est une des conditions du fonctionnement de l'économie planifiée. Car en dégagant des surplus «illégaux», les directeurs d'entreprise peuvent améliorer le système de primes et accroître les minima sociaux qui constituent alors des incitations pour les salariés à travailler pour la réalisation du plan. Ce phénomène d'asymétrie de l'information ne doit donc pas être considéré comme un dysfonctionnement du système, il en est constitutif et autorise sa pérennité.

Ces deux exemples montrent que le pouvoir ne fonctionne pas de manière mécaniquement descendant et qu'il existe, à tous les niveaux, des espaces de négociation liés à des ressources spécifiques. Même s'ils semblent contradictoires avec l'image que le régime veut donner de lui-même ces rapports de force, parce qu'ils permettent d'assouplir le système, sont constitutifs de son fonctionnement. Cette «fragmentation» du pouvoir, sa «dilution» dans le tissu social, ne conduit pas à son affaiblissement; il en constitue, bien au contraire, un facteur démultiplicateur.

2. Le pouvoir en exercice

C'est précisément ce phénomène de «démultiplication» que je voudrais étudier maintenant en analysant comment, à l'échelle d'une entreprise, les responsables du parti ont pu imposer leur pouvoir et l'exercer dans la durée.

36 Voir Janos KORNAI, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Grenoble 1996 (1992 pour la première édition anglaise), en particulier les pages 141–164. Voir aussi la contribution de Michael ELLMAN, *L'ascension et la chute de la planification socialiste*, in: Bernard CHAVANCE, Eric MAGNIN, Ramin MOTAMED-NEJAD, Jacques SAPIR, *Capitalisme et socialisme en perspective*, Paris 1999, p. 123–151 et ici en particulier p. 134–143.

37 Ce phénomène a été bien décrit par Francisca WEIL, *Betriebliches Sozialverhalten in der DDR der 70er und 80er Jahre am Beispiel zweier sächsischer Betriebe*, in: Peter HÜBNER, Klaus TENFELDE (Hg.), *Arbeiter in der SBZ/DDR*, Essen 1999, p. 321–355. Voir aussi Birgit MÜLLER, *Macht und Disziplin auf dem Weg vom Plan zum Markt. Belegschaftsinteressen und Managementstrategien in Ostberliner Industriebetrieben 1990–1993*, in: *Historische Anthropologie* 2 (1994) p. 63–86.

2.1. La prise du pouvoir

Au début des années 1950, le parti prend le pouvoir dans l'entreprise et les différents secrétaires du parti s'expriment dans un langage qui ne laisse aucun doute sur la légitimité de cette «prétention». Ils la fondent sur la supériorité avérée du modèle socialiste, sur l'excellence de ceux qui en sont les défenseurs qui s'accompagne parfois d'un mépris non dissimulé à l'égard des autres: «réactionnaires et cochons»³⁸. Ce sentiment trouve bien souvent ses racines ou sa justification dans la douloureuse expérience de la marginalité sous le nazisme. Interrogé sur le sectarisme du parti dans les années 1950, Schnellknecht, élevé sous le nazisme dans une famille de tradition communiste, devenu un «bienveillant» secrétaire du SED de l'usine de transformateurs entre 1966 et 1979, répond de la manière suivante: «Quand je pars de ma jeunesse, comment la classe au grand complet est allée dans la jeunesse nationale et que j'étais alors le pestiféré (*Aussätzige*) parce que je n'y étais pas, pourtant ce ne pouvait alors pas être à l'époque du sectarisme de ma part»³⁹.

Cette prise du pouvoir se fait par l'utilisation systématique de l'intimidation et de la répression tout particulièrement à l'encontre des anciens «alliés» sociaux-démocrates, les plus dangereux car les plus populaires⁴⁰. En mars 1953, Neubauer, secrétaire du SPD pour Berlin, se plaint à un responsable communiste de l'usine de lampes du traitement réservé aux militants sociaux-démocrates: «faites en sorte que nous puissions avoir la possibilité de tenir des réunions, nous ne pouvons même pas imprimer des tracts». Les membres du SED présents soulignent que tous les représentants sociaux-démocrates étaient inquiets (*ängstlich*) tandis que le «camarade» du SPD Böllert avait une peur terrible (*furchtbare Angst*) de perdre sa place⁴¹. C'est ce même sentiment de peur (*Furcht*) qui tord le ventre des membres du SPD qui discutent en mars 1954 avec Grasowski, de la direction du parti de l'usine de transformateurs. Ils affirment d'ailleurs que ce sentiment est partagé par bon nombre de collègues⁴².

Mais cette mise au pas est aussi celle des communistes eux-mêmes. Il s'agit en effet de transformer un ancien parti révolutionnaire en parti de gouvernement, un parti de militants habitués à contester l'ordre établi en un parti de cadres chargés de le protéger et d'obéir aux ordres de la direction. Les comptes-rendus des organisations d'entreprise du parti témoignent de l'âpreté des conflits et de l'ampleur des épurations qui jalonnent cette période de stalinisation de l'appareil. La lutte à l'intérieur du SED se marque alors par la rotation rapide des membres des comités de direction qui restent rarement en place plus d'une année⁴³. Accusés de «trotskisme» et de

38 Jugement porté par le camarade Müller sur un collègue du garage. LAB, C Rep 904 002 12, 25/4/1951.

39 Interview réalisé en 1986 par Dagmar Semmelmann, alors archiviste de la TRO. Je remercie tout particulièrement Dagmar Semmelmann d'avoir mis ce manuscrit à ma disposition.

40 Le SPD se maintient à Berlin jusqu'en 1961 (avec l'aide du SPD de l'Ouest) mais avec de très grandes difficultés. À partir de 1949, les sociaux-démocrates ne peuvent plus concourir aux élections.

41 LAB, C Rep 904 002 13, 31/03/1953.

42 LAB, Rep 411 1306, 23/03/1954.

43 Cette constatation s'appuie sur le dépouillement pour ces années-là des protocoles de la direction du SED de la TRO, LAB, C Rep 904 023 7-10 et de la BGW, LAB, C Rep 904 002 12-16.

social-démocratie, les anciens militants communistes ou sociaux-démocrates, surtout s'ils sont issus du monde ouvrier, sont les premiers à tomber. Le cas de Radde, premier secrétaire de l'organisation du parti de l'usine de transformateurs de Berlin en 1950, est exemplaire des pratiques alors à l'honneur⁴⁴. C'est Wilfling, alors secrétaire d'une direction de département de la même entreprise, qui ouvre le feu en août 1950. Il est clair qu'il agit alors en accord avec les autorités supérieures. La construction de l'acte d'accusation est classique: Radde se voit reprocher ses faiblesses organisationnelles et son manque de clarté politique qui sont mises en rapport avec son passé social-démocrate. Afin de jeter le discrédit sur l'individu, Wilfling l'accuse de s'être laissé corrompre en acceptant 1/4 de livres de café. La réponse de Radde illustre les enjeux réels d'une telle procédure. Il réfute les accusations de corruption, mais surtout, il se défend d'être politiquement dissident, et affirme bien connaître le marxisme. Il reconnaît en revanche que bien qu'il se soit formé dans une école du parti à Moscou, il n'a pas adopté la conduite léniniste dont il déplore qu'elle ne laisse pas assez de liberté de mouvement. Mais il revendique une réelle capacité d'organisation dont il a témoigné dans l'action légale et illégale, alors que Wilfling n'a jamais fait de «petit travail militant». Radde est relevé de ses fonctions pour céder la place à Kadzinski, parachuté par les organes du *Bezirk*. Cet exemple condense de manière saisissante tout ce que nous savons par ailleurs. Durant les années 1950 les anciens sociaux-démocrates mais également les vieux militants, souvent issus du milieu ouvrier, qui agissent au nom de convictions personnelles et ont fait leur preuve dans l'illégalité sont systématiquement éliminés et remplacés par de jeunes cadres tout dévoués à la nouvelle direction.

Le mouvement du 17 juin 1953 constitue un point culminant de ce processus. Dans les usines, nombreux sont alors les anciens militants ouvriers qui, fidèles aux traditions du mouvement communiste, ont rejoint les rangs des manifestants scandant des propos hostiles à l'accroissement des cadences. Il s'en suit une grande vague d'épuration au sein des organisations d'entreprise du parti, au cours de laquelle sont exclus tous ceux qui, de près ou de loin, se seraient «compromis» avec les manifestants. Au point qu'un des membres de la direction du parti de l'usine de lampes de Berlin met en garde contre une sévérité excessive qui risque d'affaiblir le parti et qui surtout le vide de ses effectifs ouvriers⁴⁵. Les procédures disciplinaires qui suivent l'insurrection de 1953 accélèrent le renouvellement des cadres et influencent incontestablement la nature du recrutement des nouveaux militants. Dans l'ensemble de la RDA, ce sont alors 71% des secrétaires des cercles (*Kreise*) qui sont remplacés. 1/3 de ceux qui quittent le parti à l'issue de juin 1953 avaient été membres d'un parti ouvrier durant 20 ans avant 1933. Dans les entreprises, le SED est devenu un parti de cadres chargés, localement, de diffuser et d'appliquer la ligne définie par le centre, soit d'exercer le pouvoir.

44 LAB, C Rep 904 023 7.

45 LAB, C Rep 904 002 13, 14/07/1953. Voir d'un point de vue plus général sur ce point Gareth PRITCHARD, *Workers and the Socialist Unity Party of Germany in the summer of 1953* in: Patrick MAJOR, Jonathan OSMOND (ed.), *The Workers and Peasants State. Communism and Society in East-Germany under Ulbricht (1945–1971)*, Manchester 2002, p. 112–130.

2.2. *Dominer sans gouverner*

Installé au pouvoir dans les années 1950, le SED demeure la force dirigeante dans les entreprises jusqu'à sa chute mais quelle est la réalité de ce pouvoir? Les épurations des années 1950, les objectifs imposés aux militants ont vidé progressivement les entreprises, et tout particulièrement les ateliers de production, de leurs militants communistes. Dans les entreprises que j'ai étudiées, le taux de recrutement du parti est très bas: 7,7% dans l'usine de lampes en avril 1970 et ce en dépit de campagnes répétées d'adhésion. Dans la plupart des brigades de production il n'y a alors aucun membre du SED et seuls 16% des brigadiers en sont membres. Dans le même temps, les sources témoignent d'une sorte d'engourdissement de l'appareil politique local.

Dès les origines, le parti a éprouvé des difficultés à mobiliser ses propres troupes: en 1950, plusieurs rapports déplorent déjà que moins de la moitié des membres soient présents aux réunions et que l'absentéisme soit particulièrement fort parmi les ouvriers⁴⁶. Cet absentéisme n'ouvre pourtant jamais lieu à un débat et on tente de le combattre par des mesures formelles. Les contrôles de présence sont très stricts, les membres absents doivent fournir des explications plausibles et toujours s'excuser. En dépit de ce contrôle, les absences s'amplifient si bien qu'en 1982 dans l'usine de lampes, il faut organiser des réunions alternatives pour les membres absents⁴⁷. Dès les années 1960, le taux de fréquentation des sessions de formation (*Parteilehrjahre*) atteint rarement plus de 50% des membres du parti. La direction du parti affirme par ailleurs regretter la »passivité« des membres et l'absence de débat. Pour éviter de s'exposer, les communistes évitent en effet les discussions politiques dans les ateliers et les bureaux, tandis que dans les réunions, ils se taisent. Si bien que les assemblées générales sont devenues essentiellement acclamatoires. C'est en fait l'ensemble du fonctionnement du parti qui est menacé d'engourdissement.

À partir du milieu des années 1960, les comptes-rendus de séance de la direction du parti deviennent »muets«; ils sont rédigés dans cette »langue de bois« terne et ennuyeuse qui caractérise alors l'ensemble des sources du régime⁴⁸. Le recours à des formes nominales et à des tournures passives fait disparaître le sujet de l'action, voire l'action elle-même et *in fine* la réalité. Ce sentiment est renforcé par le fait que, dans les comptes-rendus, les résultats obtenus se mêlent souvent à la présentation des objectifs à atteindre et qu'il est bien difficile de savoir ce qui a été réellement réalisé. Le recours aux euphémismes aussi bien que la multiplication des formules creuses renforcent ce sentiment⁴⁹. La langue semble se prendre elle-même pour unique objet. Si nos sources deviennent opaques, ce n'est pas toutefois parce qu'elles »dissimulent« une vérité que d'autres connaîtraient, c'est que le rapport au réel des cadres locaux du parti, coupés des réalités sociales, est lui-même devenu évanescent.

46 Parmi beaucoup d'autres témoignages de ce type voir LAB, Rep 411 1306, volume 1.

47 LAB, Rep 409 46, volume 5, 16/3/1982.

48 Voir les analyses de: Alf LÜDTKE, Sprache und Herrschaft in der DDR. Einleitende Überlegungen, in: BECKER, LÜDTKE (voir n. 21) p. 11-26.

49 Voir le très bon article de Ralf JESSEN, Diktatorische Herrschaft als kommunikative Praxis. Überlegungen zum Zusammenhang von Bürokratie und Sprachnormierung in der DDR-Geschichte, in: BECKER, LÜDTKE (voir n. 21) p. 57-75, ici p. 60-61.

Du début des années 1970 à la fin des années 1980, les comptes-rendus de séance sont encombrés de discours de politique générale dont le thème principal est la stigmatisation de l'ennemi occidental et un étrange mélange de volontarisme et de résignation en matière économique. Dans le même temps, les responsables communistes semblent fuir dans une espèce d'agitation formelle. Le retour régulier des célébrations propres au régime (anniversaires de la RDA, congrès du parti, 1^{er} mai etc.) occupe une grande partie de l'énergie des membres. Sans cesse, il faut confectionner des affiches et des banderoles, acheter les fleurs, organiser des cortèges, préparer des fêtes, mobiliser la main-d'œuvre, fixer des objectifs (dont on ne sait jamais s'ils sont réalisés), écrire des discours, répondre aux questionnaires des directions supérieures, recevoir des hôtes et délégations etc. Quand il reste du temps pour se pencher sur les problèmes de la main d'œuvre et surtout du plan, c'est d'abord de manière incantatoire et en relation directe avec les directives et les critiques venant du sommet: ainsi de l'introduction répétée de nouvelles méthodes de travail, de nouvelles campagnes de production qu'il faut promouvoir sans tenir compte des difficultés propres de l'entreprise. L'appareil du parti se trouve donc dans une permanente fuite en avant, il se nourrit de lui-même et justifie ainsi son existence.

Si bien que, la société de RDA, dominée de part en part (*durchherrscht*), n'est pas réellement »gouvernée« ou »conduite« si on entend par là »la manière de diriger la conduite des individus« et ce sont les arrangements informels, encadrés, qui permettent de la faire fonctionner. Car, cette forme d'impuissance à gouverner l'action d'autrui va de paire avec une volonté puissante de contrôle et de domination qui ne s'est jamais démentie bien au contraire. Toutefois, celle-ci s'est progressivement diluée et »socialisée«⁵⁰.

2.3. Socialisation de la domination

Une des formes les plus spectaculaires de cette »socialisation« est sans aucun doute le recrutement massif des informateurs de la Stasi⁵¹ qui a conduit à une véritable surveillance de la société par elle-même. Mais, de manière moins spectaculaire, au sein des entreprises, comme dans l'ensemble de la société, la généralisation de petites communautés, dont le collectif de travail, peut être analysée comme une forme banale de »socialisation« du contrôle.

50 On a parlé d'une »socialisation de l'État« (*Vergesellschaftlichung des Staates*) Ralf JESSEN (voir n. 9) p. 107. Il ne s'agit pas d'affirmer que l'État est contrôlé politiquement par le corps social mais de souligner que son fonctionnement dépend des agencements de celui-ci. À moins qu'il ne faille plutôt interpréter ce phénomène comme une instrumentalisation de la société par l'État au quel cas on le verra plutôt comme une »étatisation de la société«. Une analyse précise des zones réelles d'autonomie des individus permet seule, et toujours de manière provisoire, de choisir entre les deux solutions.

51 Sur les IM voir Helmut MÜLLER-ENBERGS, Warum wird einer IM? Zur Motivation bei der inoffiziellen Zusammenarbeit mit dem Staatssicherheitsdienst, in: Klaus BEHNKE, Jürgen FUCHS (Hg.), Zersetzung der Seele. Psychologie und Psychiatrie im Dienste des MfS, Hamburg 1995, p. 102–129, Sonia COMBE, Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi, Paris 1999; Helmut MÜLLER-ENBERGS, Zur Kunst der Verweigerung. Warum Bürger nicht mit dem Ministerium für Staatssicherheit kooperieren wollten, in: Ingrid KERZ-RÜHLING (Hg.), Sozialistische Diktatur und psychische Folgen. Psychoanalytisch-psychologische Untersuchungen, Tübingen 2000, p. 165–195.

Les brigades ou collectifs de travail généralisés à partir de 1959 sont conçus comme de »petites communautés socialistes« dans lesquelles on »travaille, étudie et vit ensemble«⁵². Dirigées par un brigadier qui n'est ni nécessairement membre du parti, ni de la hiérarchie de commandement de l'entreprise, la brigade a pu constituer un cadre social relativement autonome pour des échanges et négociations informels. C'est pourquoi elle a parfois été étudiée comme une sorte de »niche« autogérée de la société est-allemande⁵³. Si on analyse précisément le fonctionnement de ces collectifs on s'aperçoit toutefois que leur survie dépend étroitement de leur respect d'un certain nombre de règles de fonctionnement imposées par la hiérarchie de l'entreprise et du parti et que, dans ce cadre, la brigade a permis de contrôler le comportement de chacun de ses membres. C'est ce dont témoigne cet exemple tiré du journal du collectif des télécommunications de l'usine de transformateurs Karl Liebknecht⁵⁴. La collègue V. dont la ponctualité laisse à désirer depuis plusieurs mois, est absente une journée durant le mois de mai 1973. Deux responsables de la brigade se rendent chez elle; ne la trouvant pas, ils téléphonent à la crèche où elle fait garder sa fille. Elle n'y est pas non plus et ils apprennent par ailleurs que V. n'a pas acquitté les frais depuis 14 jours. Le lendemain, elle se présente à son poste de travail et, très vexée d'avoir été poursuivie jusque chez elle, déclare avoir passé la journée chez sa mère. Quelques semaines plus tard elle disparaît de nouveau, durant trois jours. Les membres de la brigade qui sont venus la chercher à son domicile apprennent, par le policier du quartier, qu'elle a été emmenée en auto par un homme qu'elle a rencontré dans un local »mal famé«. Celui-ci signale par ailleurs qu'elle n'est pas inconnue des forces de l'ordre, plusieurs voisins s'étant plaints de tapage nocturne dû à de mauvaises fréquentations masculines. Au matin du quatrième jour elle fait sa réapparition mais refuse de répondre aux questions que lui pose le brigadier au prétexte que ce »sont ses affaires«. Après une discussion au cours de laquelle tous soulignent son mauvais comportement, on lui signale son renvoi. Ce cas est extrême car le collectif en question se trouve dans un secteur particulièrement sensible de l'entreprise: la communication; plusieurs de ses membres sont d'ailleurs inscrits au SED. Il dévoile toutefois certaines caractéristiques du fonctionnement collectif en RDA et en particulier l'étroitesse du contrôle auquel sont soumis les individus, y compris dans leur vie privée. Car, à rebours de la norme qui prévaut officiellement en Europe occidentale⁵⁵, la conduite privée sert ouvertement à apprécier tout à la fois la morale au travail et la conformité politique de chacun. De même, l'irrégularité au travail est

52 Sur l'histoire de ce mouvement voir KOTT (voir n. 19) p. 147 et 153.

53 Voir en particulier Jörg ROESLER, *Gab es sozialistische Formen der Mitbestimmung und Selbstverwirklichung in den Betrieben der DDR? Zur Rolle der Brigaden in der betrieblichen Hierarchie und im Leben der Arbeiter*, in: *Utopie kreativ* 3 (1993) p. 122-139.

54 Depuis 1959, chaque brigade devait rédiger collectivement son journal dans lequel étaient notés les événements collectifs importants et les difficultés diverses rencontrées par la brigade. Certains de ces journaux ont été conservés dans les archives des entreprises. Le journal utilisé ici est celui du collectif de la poste et des communications devenu collectif Ethel Rosenberg de l'entreprise de transformateurs. Ce journal possède 7 volumes écrits entre 1971 et 1988. LAB, Rep 411 1339, volume 1.

55 Sur l'émergence et la stabilisation de la distinction vie privée – vie publique dans la société bourgeoise du XIX^e siècle voir Philippe ARIÈS, Georges DUBY, *Histoire de la vie privée*, en particulier le Tome IV Michelle PERROT (sous la dir. de), *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris 1987.

interprétée comme une »déviation« aux normes sociales et politiques du régime. Au sein du collectif de travail, le contrôle est toutefois rarement aussi »intrusif« et prend plus souvent la forme banale d'une protection bienveillante offerte à ceux qui sont en difficulté. Il n'est pas rare qu'on demande ainsi à l'un des membres du collectif d'assurer un parrainage sur les individus défaillants. Cette bienveillance exercée au nom des principes d'aide et de solidarité est commandée par la fonction même du collectif, conçu par le régime comme une instance de socialisation essentielle rétabli. Pour maintenir ses résultats économiques et le montant des primes qui y sont liés, la brigade doit donc tenter de convaincre les plus réticents à participer à l'effort commun. Avant de l'écarter, les membres du collectif de l'usine de transformateurs se sont entretenus avec V.; ils ont tenté de la convaincre et ont offert leur aide. Au moment du renvoi, le brigadier lui trouve une place dans une autre usine de Berlin⁵⁶.

Même s'il jouit d'une réelle autonomie et précisément du fait même de cette autonomie, le collectif de travail constitue donc bien une instance de contrôle et de disciplinarisation importante dans la société est-allemande. Ce faisant, il participe, même sans le savoir, de la »dictature éducative« ou paternaliste du SED⁵⁷. Car si la répression politique s'est maintenue, c'est aussi en effet par la pédagogie, et la bienveillance⁵⁸ que les dirigeants politiques ont exercé leur pouvoir dans les vingt dernières années du régime. Séduction, amour et pédagogie ont d'ailleurs pu constituer des instruments de domination efficaces en induisant la soumission par contrainte de soi.

3. Les formes de l'(in)soumission

À un niveau macro-historique et sur la totalité de la période, la résistance ouverte est restée un phénomène très minoritaire en RDA. Les responsables politiques n'ont toutefois pas manqué de pointer des comportements hostiles ou de résistances passives. Il importe toutefois de se demander dans quelle mesure ils peuvent être interprétés comme des formes réelles d'insoumission au régime.

Au sein des entreprises on peut repérer, surtout durant les dix premières années du régime, des remises en cause directes de l'autorité du parti. Au début des années 1950, les »camarades«, chargés de faire respecter une politique productiviste très impopulaire et largement contradictoire avec l'héritage du mouvement ouvrier allemand sont souvent confrontés à une hostilité ouverte et se cachent pour échapper aux »râleurs«⁵⁹. Lorsque Wilhelm Pieck se rend dans l'entreprise de lampes en mars

56 Parmi d'autres un exemple le 18 janvier 1972 lors de la délibération d'une commission de l'usine de planification. LAB, Rep 751 354.

57 Gerd MEYER, Sozialistischer Paternalismus in der Ära Honecker. Lebensweise zwischen sozialer Sicherheit und politischer Bevormundung, in: Gerhard RIEGE, Gerd MEYER, In der DDR leben. Interdisziplinäre Studien aus Jena und Tübingen, Jena 1991, p. 75–89.

58 Sur l'utilisation du registre de l'amour dans l'exercice de la domination, la célèbre phrase du chef de la police politique Erich Mielke en 1989: »Je vous aime pourtant tous« (*Ich liebe Euch doch alle*) constitue une sorte d'expression paradigmatique. Voir l'analyse de Dorothee WIERLING, Über die Liebe zum Staat. Der Fall der DDR, in: Historische Anthropologie 8 (2000) p. 236–263.

59 LAB, C Rep 411 1306, volume 1.

1952, la plus grande partie des salariés manifeste du scepticisme (les adultes) ou de l'indifférence (les plus jeunes), seuls les plus âgés auraient écouté avec intérêt⁶⁰. Cette indifférence, voire cette méfiance a pu dégénérer en conflit violent, comme l'illustre cette histoire survenue en avril 1952 au camarade Gutzmer, seul communiste, de l'atelier de gaz (*Gasherstellung*) de l'usine de lampes. Les 90 personnes de cet atelier se réunissent pour fêter les 25 ans d'entreprise de l'un des leurs. Comme la fête tend à s'éterniser, le responsable syndical vient y mettre un terme. De retour dans les vestiaires, les collègues de travail se jettent alors sur Gutzmer qu'ils soupçonnent de les avoir »donnés« (*bespitzt*) et le bourrent de coup. À l'issue de cette altercation, ils lancent un mot d'ordre de grève au cas où celui-ci remettrait les pieds dans l'atelier. On apprend à cette occasion que les collègues d'autres ateliers – lampes spéciales – sont tout aussi »remontés« contre les membres du parti⁶¹. À l'issue du 17 juin 1953, les camarades qui sont soupçonnés d'avoir donné leurs collègues de travail osent à peine se montrer; on leur recommande même de ne pas venir travailler s'ils ne sont pas bien connus de la main-d'œuvre⁶². Des consignes équivalentes sont alors diffusées dans différentes usines de Berlin. En 1956, dans un rapport au secrétariat du *Kreis*, les responsables du parti de l'usine de transformateurs avouent que les collègues de travail ont »peu de confiance dans le parti des travailleurs« et que les »camarades de la direction du parti ne se montrent pas beaucoup dans l'entreprise«⁶³. Cette méfiance, voire cette hostilité vont se muer en une espèce de statu quo à mesure que le régime se stabilise et que les exigences productivistes se réduisent tandis que la politique sociale s'amplifie. Dans les années 1970–1980, la main-d'œuvre semble avoir appris à utiliser le parti pour se faire accorder des avantages, et les expressions du mécontentement changent de forme. Plutôt que s'opposer ouvertement aux responsables politiques, les salariés manifestent leur distance par des formes quotidiennes et ténues d'insoumission. C'est en tout cas dans ces termes que les responsables politiques ont tendance à interpréter les nombreux vols, retards et absences, ou encore les comportements d'ivrognerie si fréquents dans les entreprises est-allemandes et dont on a gardé les traces grâce au travail des commissions qui statuent sur les conflits du travail à l'intérieur des entreprises⁶⁴.

60 LAB, C Rep 904 002 12, 1/3/1952.

61 LAB, C Rep 904 002 12, 1/04/1952.

62 LAB, C Rep 904 002 13, 18/06/1953.

63 LAB, C Rep 904 023 21 Bericht zur Partearbeit, 1956.

64 Le décret du 30 avril 1953 impose la création de commissions de conflit aux entreprises employant plus de 200 personnes. Constituées de représentants des ouvriers et de la direction de l'entreprise, elles sont d'abord chargées de statuer en matière de conflit du travail, puis à partir de 1960 leur compétence s'élargit à des »petits délits« relevant jusqu'alors de la justice des infractions mineures. Enfin, entre 1963 et 1968 au terme d'une série de dispositions, les commissions sont pleinement intégrées à l'appareil judiciaire de la RDA. Avec les tribunaux arbitraux (*Schiedsgerichte*) établis en milieu rural depuis 1964 elles forment alors les tribunaux de société. Pour une histoire institutionnelle des ces commissions de conflit voir Holger HAERENDEL, *Gesellschaftliche Gerichtsbarkeit in der DDR. Eine rechtshistorische Betrachtung*, Francfort-sur-le-Main 1997. Sur leur fonctionnement voir Sandrine KOTT, Une justice socialiste? Les commissions de conflit dans les entreprises de RDA, in: *Société et représentations* 14 (2002) p. 119–134.

Il importe toutefois de rester prudent et se garder, en reprenant les grilles d'analyse du SED, de surinterpréter les comportements d'indiscipline des individus. Arriver en retard ne manifeste pas nécessairement un désaccord politique même s'il est interprété en ces termes par les responsables politiques. Il me semble que ces comportements sont moins intéressants pour ce qu'ils nous disent sur les formes et l'ampleur de l'insoumission politique que par ce qu'ils révèlent des stratégies des individus pour subvertir les contraintes ou s'y dérober mais aussi des formes de l'intériorisation des limites imposées par le régime. C'est ce dont témoignent de manière saisissante les comptes-rendus des séances des commissions de conflit. À partir des années 1970, les ouvriers y sont généralement déférés à l'initiative de la direction de l'entreprise pour ivrognerie, retards ou absences. Ils s'en tirent le plus souvent avec des sanctions minimales et souvent symboliques quand ils ne sont pas purement absous. Cette mansuétude doit être correctement interprétée. Si l'ouvrier qui comparait devant la commission est rarement traité comme un coupable, ce n'est pas parce qu'on sous-estime la gravité de son acte, c'est parce que celui-ci est d'abord présenté comme le résultat de la défaillance de la figure de l'autorité⁶⁵. Un responsable du service d'envoi d'une usine d'électronique qui avait reçu une «réprobation aggravée» pour mauvaise organisation du travail est finalement «absou», les membres de la commission jugeant que les responsables du parti et du syndicat n'ont pas suffisamment pris conscience des difficultés de ce service⁶⁶. On pourrait multiplier les exemples de ce type; ils témoignent tous d'une même représentation des relations sociales. L'individu, d'abord pensé comme un élément d'un collectif n'apparaît jamais comme totalement responsable de ses actes. Encadrés et dominés les sujets sont déresponsabilisés.

Bien entendu, les citoyens de RDA ont joué de cette représentation. C'est ce dont témoigne l'exemple de cet ouvrier de l'usine d'électronique pour la télévision qui comparait en 1965 pour avoir traité de «nazi» et de «cochon» un policier qui voulait le faire sortir d'un tramway dans lequel il proférait des injures. Défendu bruyamment par ses collègues de travail qui assistent aux délibérations, il s'en tire avec une amende et un blâme au prétexte qu'il était ivre. L'abus d'alcool est d'ailleurs souvent invoqué pour minorer la responsabilité des individus comme dans le cas de ces deux ouvriers de l'usine de lampes qui comparaissent en 1976 devant la commission pour avoir traité le directeur technique de l'entreprise de «trou du cul» et qui s'en sortent avec une sanction mineure après s'être excusé d'avoir trop bu⁶⁷.

Cette «dépolitisation» volontaire de l'action individuelle doit être interprétée comme une stratégie des individus mais elle souligne également, il me semble, des formes d'intériorisation des contraintes, spécifiques à ce type de régime.

65 Sur ce point, les commissions de conflit épousent la vision des criminologues de RDA: Gerrit BRATKE, *Die Kriminologie in der Deutschen Demokratischen Republik und ihre Anwendung im Bereich der Jugenddelinquenz: eine zeitgeschichtlich-kriminologische Untersuchung*, Münster 1999, p. 125-128.

66 LAB, Rep 404 468 et 469.

67 En revanche, le brigadier K. Syndicaliste, activiste, ouvrier modèle, récompensé à plusieurs reprises, et envoyé en voyage officiel à Moscou, qui comparait à la suite de nombreux différends avec la direction de l'entreprise à laquelle il reproche son incapacité, est renvoyé parce qu'il persiste dans ses critiques et argumente.

D'autres signes en témoignent et y ont contribué. C'est le cas par exemple de l'usage généralisé de la langue du parti dans les vingt dernières années du régime qui a largement contribué à faire pénétrer dans la société de nouvelles catégories d'appréhension du monde. De même, la ritualisation de l'ensemble de la vie sociale a favorisé l'émergence d'une nouvelle forme de temporalité et la diffusion des valeurs centrales du régime dans les pratiques quotidiennes des individus⁶⁸. Quel qu'ait été le degré d'adhésion consciente des individus à ces valeurs, un nouveau sujet prenait forme.

Conclusion

Ainsi, à l'abri des grandes structures sur lesquelles le régime fonde sa puissance, le pouvoir est exercé par une diversité d'acteurs, souvent en tension les uns avec les autres et dont aucun ne peut être réduit à une simple courroie de transmission. À tous les niveaux, ces acteurs se sont aménagés des espaces de négociation en s'appuyant sur une légitimité propre et des ressources locales. Cette «dilution» du pouvoir qui s'accélère dans les vingt dernières années du régime, s'alimente d'une incapacité des dirigeants, y compris locaux du SED, à gouverner vraiment, à conduire l'action des autres. Cette incapacité qui se marque par une fuite en avant stérile n'entraîne pas un affaiblissement de la domination. Bien au contraire, la «socialisation du contrôle» qui l'accompagne permet d'en démultiplier les effets et d'assurer la stabilité du régime. Chaque petite communauté, chaque individu devient en effet un acteur du contrôle de la société par elle-même. Cette interpénétration du politique et du social, appuyée sur une rhétorique pédagogique a largement contribué à assurer la stabilité du régime⁶⁹.

68 Voir sur ce point Sandrine KOTT, *Le don comme rituel en RDA (1949–1989). Instrument de domination et pratiques quotidiennes*, in: *Le Mouvement social* 194 (2001) p. 67–83.

69 Ce qui n'exclut pas bien entendu le recours à la violence, à l'intimidation et à la démoralisation dont les analyses récentes des pratiques de la Stasi livrent des évidences. Voir en particulier pour le cas des entreprises: Renate HÜRTGEN, «Wir wußten schon, daß sie im Betrieb waren». *Operative Personenkontrollen des MFS im DDR-Betrieb*, in: *Deutschland Archiv* 1 (2003) p. 34–44.